

Ouverture du forum politique de l'ONU sur le développement durable : quelle stratégie la France entend-elle porter ?

Paris, le mercredi 13 juillet 2016 – Organisé par les Nations unies, le Forum politique de haut niveau, se tient à New York jusqu'au 20 juillet. Sous le mot d'ordre « Ne laisser personne de côté », il assurera le suivi de la mise en œuvre des 17 objectifs de développement durable (ODD), adoptés en septembre dernier, avec une ambition : mettre fin à la pauvreté, lutter contre les inégalités et l'injustice, et faire face au changement climatique d'ici à 2030. A cette occasion, 22 pays dont la France, présenteront un premier rapport.

Premier rendez-vous politique multilatéral consacré aux ODD, dans la lignée des grands rendez-vous internationaux de 2015, l'édition 2016 du HLPF sera décisive pour vérifier les stratégies des Etats pour concrétiser les objectifs de développement durable sur leur territoire et dans leur politique de solidarité internationale. Des stratégies qui détermineront la tenue des engagements futurs pour un développement plus soutenable à l'échelle de la planète.

Ségolène Royal présentera le rapport volontaire de mise en œuvre des ODD de la France le 20 juillet, jour de clôture du forum. Une déclaration ministérielle devrait également être adoptée à l'issue du sommet.

Pour Philippe Jahshan, président de Coordination SUD « *Cette initiative de la France doit être saluée. Il s'agit d'un exercice nouveau pour le gouvernement. La prise en compte des ODD est un véritable défi posé à la France, car à la différence des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), les ODD sont universels et inclusifs et doivent s'appliquer à l'ensemble des politiques publiques* ».

Cependant, les ONG françaises de solidarité internationale dénoncent une trop faible concertation avec la société civile que ce soit en amont du lancement officiel de l'Agenda France 2030 ou en prévision de la remise du rapport français aux Nations unies, en amont du Forum politique de haut niveau.

Des ateliers mobilisant plusieurs acteurs de la société civile ont bien été organisés le 7 juin par les pouvoirs publics, mais n'ont pas permis un échange de fond sur le projet de rapport français.

D'autre part, le gouvernement n'a toujours pas rendu public le rapport français alors que les Nations unies avaient pourtant fixé le 1^{er} juillet comme date limite d'envoi. La France est aussi l'avant-dernier pays à avoir rendu une contribution publique sur le site du HLPF¹.

Philippe Jahshan, président de Coordination SUD, critique à l'égard du retard pris par le gouvernement français sur ce dossier, appelle d'ores et déjà la France à relever son niveau d'ambition « *ce qui est urgent désormais de travailler, c'est une véritable feuille de route pour la mise en œuvre de l'agenda des ODD dans notre pays et à l'international. Pour concrétiser les ambitions financières du président annoncées en amont du Sommet de New York, et se mettre en cohérence avec les exigences de l'Accord de Paris sur le Climat de décembre 2015* ».

Coordination SUD et ses membres qui seront présents à New York, resteront particulièrement vigilants au contenu final du rapport français et aux moyens qu'il entendra mobiliser pour le suivi et la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Enfin, Coordination SUD attend du gouvernement un processus de consultation réellement inclusif.

Liste de nos contacts qui feront le déplacement à New York :

¹ <https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf>

- Philippe Jahshan, président de Coordination SUD. Tél. : 06 85 32 28 12.
- Sami Asali, chargé de mission. Tél. : 06 22 65 12 50 ;
- Bénédicte Bimoko, chargée de communication et des relations médias.

Contact presse

Bénédicte Bimoko, bimoko@coordinationsud.org - Tél : 01 44 72 03 78 / 07 76 78 15 19

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui près de 170 ONG, dont les 3/4 via six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives), qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.